

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

IDÉES MODERNES. Essais de politique positive, par *Paul Cloarec*.
— 1 vol. in-8°. Paris, Le Soudier.

Le champ des idées modernes est très vaste ; à aucune époque de l'histoire, comme cela est fort bien dit dans la préface, on n'a agité plus d'idées que dans notre siècle. Le monde nouveau cherche sa formule et pour la trouver il passe au crible toutes les croyances, toutes les idées sur lesquelles notre société a vécu jusqu'ici. A l'encontre de ceux qui contestent aux idées modernes le mérite de marquer une amélioration comparativement au passé et de ceux qui préconisent un bouleversement général pour assurer une ère nouvelle, l'auteur s'attache à rester dans un juste milieu. Il juge les questions dans un esprit libéral et tolérant. Néanmoins il proclame très nettement la déchéance des bases de l'ancienne société ; cette contradiction apparente s'explique par le fait qu'il se place avant tout au point de vue français. Là, en effet, la Révolution a fait table rase de toutes les institutions anciennes, les essais tentés depuis lors de les rétablir socialement et politiquement ont piteusement échoué, même lorsque les conditions semblaient devoir en favoriser la réussite. A l'autorité venue d'en haut, résultant d'un droit de conquête ou d'un droit divin, il faut substituer, dit M. Cloarec, l'autorité venue d'en bas et résultant d'un mandat et elle doit aujourd'hui s'exercer pour l'avantage des dirigés et non plus au bénéfice des dirigeants.

Cela veut-il dire qu'après le règne de la monarchie et de l'oligarchie, il convient d'instituer celui de la démagogie ? Nullement, il s'agit avant tout de remplacer le système bureaucratique, créé dans l'intérêt d'un pouvoir absolu, par une décentralisation politique et administrative donnant aux intérêts locaux l'autonomie dont ils ont besoin pour se manifester et se développer plus librement que cela n'est possible sous la tutelle sévère que leur impose l'Etat, qui prétend tout diriger depuis la capitale. Il y a d'abord les communes, dont la représentation, au lieu d'être basée sur des considérations politiques, devrait l'être sur les organes des intérêts locaux qui sont principalement : les chambres de

point : le grand-duc Nicolas, maître absolu des armées, était devenu, a-t-elle affirmé, un danger pour le trône ; son déplacement était un véritable coup d'Etat, prélude d'un changement de politique. La vérité doit être, comme de juste, entre les deux. Le temps n'est pas venu d'apprécier les capacités militaires de l'ancien généralissime ; on ne peut qu'admirer son inébranlable fermeté. Mais il était autoritaire : plusieurs de ses lieutenants, le général Russki entre autres, se plaignaient amèrement de lui ; le général Polivanof, ministre de la guerre, était son adversaire déclaré ; les membres les plus influents de la Douma, qui connaissaient ses sentiments à leur égard, ne le ménageaient pas. Ces oppositions nuisaient à la résistance et le tsar, heureux sans doute d'écarter un censeur redouté, a sacrifié son parent. D'aucuns ont vu là une victoire du libéralisme.

Mais, à quelques jours de distance, une autre nouvelle est venue : la Douma d'empire était prorogée au mois de novembre, à moins que ce ne fût plus tard.... Cette assemblée faisait grand bruit : après avoir, au début du mois d'août, affirmé son patriotisme, elle s'était mise à marquer les fautes, à rechercher les abus, elle avait institué des commissions d'enquête ; et jusque-là tout était bien. Elle alla plus loin, dénonça des scandales, étala des griefs, réclama des réformes profondes. Déjà on parlait de la création d'un ministère responsable, déjà circulaient des listes de noms.... Mais, un beau jour, M. Goremykine se présenta devant le tsar, réveilla sans grand'peine ses inquiétudes et revint avec l'ukase de prorogation dans sa poche. Après l'autoritarisme militaire, c'est le libéralisme qui était frappé.

De fait, le mal n'est peut-être pas grand. En voulant réaliser la réforme politique quand trois millions d'Allemands et d'Autrichiens sont dans le pays et menacent les capitales, l'assemblée se trompait de moment. Nous en voulons aux parlementaires français de compliquer par leurs agitations la tâche des ministres et des généraux ; nous devons admettre pour le gouvernement russe la même liberté d'action. Mais, après la faillite de la bureaucratie et de l'état-major, la Douma d'empire représentait, en face du tsar, la seule force intacte ; une multitude d'espé-